



*Conseils*

EXPERTISE COMPTABLE | ● ● ● ● ● ●  
COMMISSAIRE AUX COMPTES | GROUPE GORIOUX

- **Stéphane HUITRIC**  
*Expert Comptable*  
*Commissaire aux Comptes*
- **Christine HÉNAFF**  
*Expert Comptable*
- **Maryse GOARDON**  
*Expert Comptable*

**OGE C DE PONT L'ABBE  
6 RUE JEAN LAUTREDOU  
29120 PONT L'ABBE**

**Rapports du Commissaire aux comptes  
Exercice du 01/09/2022 au 31/08/2023**

HBS CONSEILS  
" Le Marygold "  
3, rue Pitre CHEVALIER  
29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 90 89 00  
E-mail : [hbs@hbsconseils.fr](mailto:hbs@hbsconseils.fr)  
SAS au capital de 42 000 €  
RCS Quimper B 307 603 738

HBS CONSEILS OCÉAN  
27, rue Monte au Ciel  
BP 315  
29173 DOUARNENEZ Cedex  
Tél. 02 98 92 01 12  
E-mail : [hbs@hbsocéan.fr](mailto:hbs@hbsocéan.fr)  
SAS au capital de 38 112 €  
RCS Quimper B 325 413 094

**OGEC DE PONT L'ABBE**  
**6 rue Jean Laudrédou**  
**29120 PONT L'ABBE**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 août 2023**

---

Monsieur Le Président,  
Mesdames,  
Messieurs,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale en date du **20 décembre 2018**, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

---

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président de l'association.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

---

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle

A Quimper, le 2 février 2024

**HBS CONSEILS,**  
**Commissaire aux comptes,**  
**Représentée par Stéphane HUITRIC,**





ACTIF		2021/2022	2022/2023	
		NET	Brut	Amortiss. Dépréci. (-)
IMMOBILISE	Logiciels, licences, droits et valeurs similaires		20 563	20 563
	Autres immobilisations incorporelles			
	<b>Immobilisations incorporelles</b>		<b>20 563</b>	<b>20 563</b>
	Terrains			
	Constructions et aménagements	10 691 977	29 184 110	18 999 571
	Installations techniques, matériel et outillage pédagogiques	593 944	6 173 201	5 677 522
	Mobilier et matériel de bureau	27 205	274 665	256 241
	Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	151 948	1 242 317	1 110 225
	Immobilisations corporelles en cours	327 686	319 936	
	Avances et acomptes			
CIRCULANT	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>11 792 761</b>	<b>37 194 228</b>	<b>26 043 559</b>
	Participations et créances rattachées			
	Autres titres immobilisés	450 334	450 341	
	Prêts			
	Autres	2 286	2 286	
	<b>Immobilisations financières</b>	<b>452 620</b>	<b>452 627</b>	
	<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>12 245 381</b>	<b>37 667 418</b>	<b>26 064 123</b>
	<b>Stocks et en-Cours</b>			
	<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>			
	Clients (familles, usagers)	13 374	172 951	125 565
CIRCULANT	Personnel et organismes sociaux	9 234	810	
	Etat et autres collectivités publiques	345 699	168 559	
	Fédérations, unions, associations affiliées	169 763	169 762	
	Autres	103 781	262 346	87 658
	<b>Créances</b>	<b>641 852</b>	<b>774 427</b>	<b>213 223</b>
	Placements : valeurs mobilières			
	Banques et assimilées	2 909 988	3 096 251	
	Caisse	409	301	
	<b>Comptes financiers</b>	<b>2 910 396</b>	<b>3 096 552</b>	
	<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>97 323</b>	<b>144 196</b>	
CIRCULANT	<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>3 649 571</b>	<b>4 015 175</b>	<b>213 223</b>
	<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>15 894 951</b>	<b>41 682 593</b>	<b>26 277 346</b>

(1) voir détail dans l'annexe



PASSIF

2021/2022

2022/2023

	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	5 864 151	5 864 151
	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>5 864 151</b>	<b>5 864 151</b>
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
FONDS PROPRES	<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projets		
	Autres		
	<b>Réserves</b>		
	Report à nouveau	5 636 759	5 612 912
	Excédent ou déficit de l'exercice	-23 847	51 620
	<i>Situation nette (sous-total)</i>	<i>11 477 064</i>	<i>11 520 593</i>
	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>2 598 336</b>	<b>2 368 341</b>
	<b>Provisions réglementées et autres fonds propres</b>		
	<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>14 075 400</b>	<b>13 897 024</b>
PROVISIONS	<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour pensions et obligations similaires	157 786	149 529
	Autres provisions pour charges		
	<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>157 786</b>	<b>149 529</b>
DETTES	Capital emprunté	1 130 637	913 618
	<b>Autres emprunts et dettes financières</b>		
	Intérêts courus et concours bancaires	1 587	1 185
	<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>1 132 224</b>	<b>914 803</b>
	<b>Avances et acomptes reçus</b>	<b>16 923</b>	<b>1 350</b>
	Dettes sur immobilisations	88 304	132 205
	Fournisseurs et comptes rattachés	194 628	174 926
	Personnel et organismes sociaux	96 254	89 831
	Etat et autres collectivités publiques	6 216	6 787
	Clients (familles, usagers)	4 627	7 456
	Fédérations, unions, associations affiliées		
	Autres	37 219	15 425
	<b>Autres dettes</b>	<b>427 248</b>	<b>426 630</b>
	<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>85 370</b>	<b>15 910</b>
	<b>TOTAL DETTES</b>	<b>1 661 765</b>	<b>1 358 694</b>
	<b>= TOTAL PASSIF</b>	<b>15 894 951</b>	<b>15 405 248</b>

Comptes 2022/2023 approuvés par l'assemblée générale, selon le règlement ANC 2018-06

# Compte de résultat réglementaire



Produits d'exploitation		2021/2022	2022/2023
<b>Cotisations</b>		<b>15 828</b>	<b>18 398</b>
Ventes de biens et services		2 423 517	2 574 568
• Ventes de biens		72 760	73 870
<i>dont ventes de dons en nature</i>			
• Ventes de services		2 350 757	2 500 697
<i>dont parrainages</i>			
<b>Produits de tiers financeurs</b>		<b>1 606 204</b>	<b>1 869 208</b>
• Concours publics et subventions d'exploitation		1 606 204	1 869 208
• Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
• Ressources liées à la générosité du public			
<i>Dons manuels</i>			
<i>Mécénats</i>			
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>			
• Contributions financières			
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</b>		<b>32 192</b>	<b>40 248</b>
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits		41 107	28 105
<b>Total des produits d'exploitation</b>		<b>4 118 846</b>	<b>4 530 527</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>80 740</b>	<b>119 655</b>
Achats de marchandises		1 602 997	1 815 417
Variation de stock		28 837	28 967
Autres achats et charges externes		121 833	125 389
Aides financières		1 172 813	1 244 502
Impôts, taxes et versements assimilés		353 060	368 259
Salaires et traitements		1 281 751	1 270 882
Charges sociales		3 139	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations			
Dotations aux provisions			
Reports en fonds dédiés			
<b>Autres charges</b>		<b>6 372</b>	<b>25 578</b>
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>4 651 541</b>	<b>4 939 543</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>-532 693</b>	<b>-408 121</b>
<b>Opérations financières</b>		<b>2 473</b>	<b>23 682</b>
Produits financiers de participation			
produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		2 473	23 682
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>Total des produits financiers</b>		<b>2 473</b>	<b>23 682</b>
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées		27 385	22 823
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>Total des charges financières</b>		<b>27 385</b>	<b>22 823</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>		<b>-24 912</b>	<b>569</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>		<b>-557 605</b>	<b>-407 262</b>

**HBS Conseils**

Société d'Expertise Comptable  
et de Commissariat Aux Comptes  
"Le Marygold"

3, rue Pitre Chevalier - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 90 89 00 - Fax 02 98 90 89 18

## Compte de résultat réglementaire



Opérations exceptionnelles	2021/2022	2022/2023
Sur opérations de gestion	6 190	4 792
Sur opérations en capital	539 387	530 662
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>545 577</b>	<b>535 450</b>
Sur opérations de gestion	10 367	4 555
Sur opérations en capital	1 012	6 817
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>11 378</b>	<b>11 372</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>534 199</b>	<b>524 060</b>
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	441	5 201
<b>RÉSULTAT NET COMPTABLE</b>	<b>-23 847</b>	<b>51 620</b>

Comptes 2022/2023 approuvés par l'assemblée générale, selon le règlement ANC 2018-06

Contributions volontaires en nature	2021/2022	2022/2023
Dons en nature		
Prestations en nature	809 415	809 415
Bénévolat		
<b>Contributions reçues</b>	<b>809 415</b>	<b>809 415</b>
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	809 415	809 415
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>Emplois des contributions reçues</b>	<b>809 415</b>	<b>809 415</b>



## I. Informations générales

### 1 - Identification de l'association

L'association "OGECE DE PONT L'ABBE" a pour objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité **canonique compétente**. Elle peut à cet effet se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, **l'enseignement, la formation** et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal (accueil, transport, hébergement, restauration, mise à disposition de locaux, etc.).

Elle porte notamment les activités suivantes : Maternelle ; Primaire ; Collège ; Lycée ; Ens. supérieur ; Restauration ; Hébergement ;

Pour assurer ces activités, l'association s'appuie sur :

- Un ensemble de locaux mis à disposition gracieusement et représentant une surface totale de 26646 m2
- 49 équivalents temps plein salariés
- 105 personnels enseignants mis à disposition par l'Etat

### 2 - Faits marquants de l'exercice

impact de l'augmentation des coûts énergétiques dans le compte de résultat

### 3 - Evénements postérieurs à la clôture

Néant

## II. Principes, règles et méthodes comptables

### 1 - Durées et dates de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/22 au 31/08/23.

### 2 - Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) publiée par la FNOGEC.

### 3 - Dérogations aux principes et méthodes comptables

Néant

### 4 - Changements comptables

Néant



### III. Notes sur le Bilan

#### 1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.  
Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. **Tableau n°1**)

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations. Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suit un plan d'amortissement qui lui est propre.

#### Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire
Structure (gras œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Equipeement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. **Tableau n°2**).

#### 2 - Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. **Tableau n°3**).

Les dépréciations des créances, en particulier celles liées aux clients, ont été calculées en fonction du risque individuel de non recouvrement. Ce risque a été apprécié compte tenu des circonstances (présence de l'élève dans l'établissement, incidents de paiement constatés, etc.) et du principe de prudence.

#### 3 - Échéance des créances et des dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. **Tableau n°4**).

#### 4 - Évaluation des valeurs mobilières de placement

Un tableau des valeurs mobilières est joint si l'établissement dispose de VMP cotées (cf. **Tableau n°5** le cas échéant). En cas de moins-value latente, une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des VMP au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (cf. **Tableau n°3** le cas échéant).





## 5 - Fonds propres

La première application du règlement ANC n°2018-06 a conduit à enregistrer des changements de méthode comptable, ayant un impact sur le poste « Report à nouveau », visible dans les colonnes « Augmentations » et « Diminutions ».

Des précisions sur l'application rétrospective de cette nouvelle réglementation sont données dans les notes de l'annexe relatives aux postes concernés.

La première application du règlement ANC n°2018-06 a également généré des évolutions en termes de classement au sein des rubriques constituant le poste « Fonds propres » du bilan. Il s'agit de mouvements de poste à poste, sans impact sur le « Report à nouveau ».

Un tableau de variation des fonds propres est joint (cf. **Tableau n°6**).

## 6 - Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Un tableau de suivi des subventions d'investissement est joint (cf. **Tableau n°7**).

La première application du règlement ANC n° 2018-06 a nécessité un retraitement opéré de manière rétrospective sur les subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables, qui figuraient à la clôture de l'exercice 2019/2020 dans les comptes 1026 ou 1036 et étaient présentées dans la rubrique « Fonds associatifs sans/avec droit de reprise » au passif du bilan. Pouvaient également être concernées des subventions transférées antérieurement en compte 1021, après extinction complète de leur droit de reprise.

Ce changement de méthode comptable a conduit à un reclassement de ces subventions en compte 13 formant la rubrique « Subventions d'investissement » au passif du bilan.

Les quotes-parts de ces subventions d'investissement qui auraient été virées au compte de résultat du ou des exercices antérieurs ont fait l'objet d'une comptabilisation en « Report à nouveau », tout comme les subventions qui auraient été directement constatées en produits exceptionnels.

Un tableau de suivi des retraitements opérés est joint (cf. **Tableau n°7 bis**).

## 6 - Provisions

### Engagements de retraite :

Le montant des engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite et de pension fait l'objet d'une comptabilisation en provision.

L'évaluation des engagements est effectuée via une méthode actuarielle, en application de la convention collective EPNL section 9 et d'un coefficient d'actualisation de 3,20 %.

### Autres provisions :

Néant

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. **Tableau n°8**).

## 7 - Fonds dédiés

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations des fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Le montant global « Utilisations des fonds dédiés » comprend le montant des immobilisations acquises dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un ou de plusieurs projets définis.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint si l'association en fait état (cf. **Tableau n°9** le cas échéant).

## 8 - Passifs éventuels

Néant



## IV. Notes sur le compte de résultat

### 1 - Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

L'adhésion à l'association ne nécessite pas le versement d'une cotisation.

### 2 - Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73. Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur

La mise en œuvre de cette nouvelle notion a entraîné la reclassification en « concours publics » d'une partie des produits antérieurement classés dans d'autres rubriques, notamment les forfaits d'externat.

Le tableau ci-dessous présente les principaux reclassements de produits en « concours publics » :

Nature de produits	Classement comptable 2018/2020	Classement comptable 2020/2021
Forfaits d'externat	Prestations de services	Concours publics
Financement des formations par apprentissage	Subventions	Concours publics (OPCO)
Taxe d'apprentissage	Subventions (quota/h. quota)	Concours publics (solde 13%)
Aides à l'emploi	Autres produits	Concours publics

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (cf. Tableau n°10).

### 3 - Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la somme des ventes de produits et marchandises, des prestations de services (participations des familles et participations publiques) et des produits des activités annexes en lien avec la formation initiale sous statut scolaire faisant l'objet d'un contrat avec l'Education Nationale.

### 4 - Effectif employé pendant l'exercice

L'effectif moyen salarié pendant l'exercice est évalué à : 43 Salariés

- Cadres : 11 salariés
- Agents de maîtrise : 8 salariés
- Employés : 37 salariés

### 5 - Rémunération des dirigeants

Conformément aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, cette information n'est pas fournie car elle conduirait indirectement à mentionner des éléments de rémunération individuels.

### 6 - Rattachement des charges et produits à l'exercice

Postes inscrits au bilan	Montant (€)	Commentaires
Fournisseurs	32 881	Les charges à payer des fournisseurs sont majoritairement composées de factures non parvenues sur des prestations effectuées sur l'exercice. Celles des personnel et organismes sociaux <b>sont constituées de charges sur</b> salaires non versées à la clôture et de provisions (congés <b>payés notamment</b> ). Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit de charges sur salaires ou de subventions perçues d'avance.
Personnel et organismes sociaux	29 304	
Etat et collectivités		
Autres charges à payer		
<b>Charges à payer</b>	<b>62 185</b>	
Familles et usagers	-324	Les produits à recevoir familles et usagers concernent des prestations effectuées sur l'année scolaire et non enregistrées à la clôture. Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit majoritairement de subventions justifiées sur l'exercice. Les autres produits à recevoir sont composés de régularisation des comptes sociaux ou des autres tiers
Etat et collectivités		
Autres produits à recevoir	260 258	
<b>Produits à recevoir</b>	<b>259 934</b>	
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>144 195</b>	Il s'agit généralement de charges et produits affectés à l'année scolaire suivante : fournitures scolaires, abonnements, contrats de maintenance, etc.
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>15 910</b>	

**HDS Conseils**  
Société d'Expertise Comptable  
et de Commissariat Aux Comptes  
"Le Marygold"

3, rue Pître Chevalier - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 90 89 00 - Fax 02 98 90 89 18





**7 - Charges et produits exceptionnels**

Les charges et produits exceptionnels sont détaillés par nature dans le compte de résultat. Il s'agit de régularisations individuellement non significatives, qui n'appellent aucun commentaire particulier.

**8 - Autres produits et charges**

Néant

## V. Autres informations

**1 - Informations sur les transactions avec les contreparties**

Néant

**2 - Engagement financiers donnés et reçus**

Néant

**3 - Engagements pris en matière de crédit-bail**

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint si l'établissement en dispose (cf. Tableau n°11 le cas échéant).

**4 - Contributions volontaires en nature**

Néant

**5 - Autres informations significatives**

Néant



Tableau n°1 - Mouvements des immobilisations

	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	20 563				20 563
Autres immobilisations incorporelles					
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>20 563</b>				<b>20 563</b>
Terrains (y compris aménagements de terrains)					
Constructions et aménagements	28 697 368	486 742			29 184 110
Installations techniques, matériel et outillage pédag.	6 061 390	111 810			6 173 201
Mobilier et matériel de bureau	273 556	1 109			274 665
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	1 232 360	9 958			1 242 317
Immobilisations corporelles en cours	327 686	517 803	525 553		319 936
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>36 592 359</b>	<b>1 127 423</b>	<b>525 553</b>		<b>37 194 228</b>
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	450 334	7			450 341
Prêts					
Autres	2 286				2 286
<b>Immobilisations financières</b>	<b>452 620</b>	<b>7</b>			<b>452 627</b>

Tableau n°2 - Mouvements des amortissements

	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	20 563				20 563
Autres immobilisations incorporelles					
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>20 563</b>				<b>20 563</b>
Terrains (y compris aménagements de terrains)					
Constructions et aménagements	18 005 390	994 181			18 999 571
Installations techniques, matériel et outillage pédag.	5 467 446	210 076			5 677 522
Mobilier et matériel de bureau	246 350	9 890			256 241
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	1 080 411	29 814			1 110 225
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>24 799 598</b>	<b>1 243 961</b>			<b>26 043 559</b>

Tableau n°3 - Mouvements des dépréciations d'éléments d'actif

	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Comptes usagers (familles, élèves)		98 644	26 921	125 565
Autres créances		109 205		21 547
Valeurs mobilières de placement				
<b>Total</b>		<b>207 848</b>	<b>26 921</b>	<b>213 223</b>
Dotations/reprises d'exploitation			26 921	21 547
Dotations/reprises financières				
Dotations/reprises exceptionnelles				

HBS Conseils

Société d'Expertise Comptable  
et de Commissariat Aux Comptes  
"Le Marygold"

3, rue Père Chevalier - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 00 86 00 - Fax 02 98 90 86 18



Tableau n°4a - Etat des échéances des créances

	Montant brut	≤ 1 an	> 1 an
Participations et créances rattachées			
Autres titres immobilisés	450 341		450 341
Prêts			
Autres	2 286		2 286
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>	<b>452 627</b>		<b>452 627</b>
Créances clients (familles, usagers)	172 951	172 951	
Créances personnel et organismes sociaux	810	810	
Créances Etat et autres collectivités publiques	168 559	168 559	
Autres créances	432 108	432 108	
<b>Créances de l'actif circulant</b>	<b>774 427</b>	<b>774 427</b>	
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>1 227 054</b>	<b>774 427</b>	<b>452 627</b>

Tableau n°4b - Etat des échéances des dettes

	Montant brut	≤ 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Sûretés réelles consenties
Capital emprunté	913 618	211 133	702 485	0	
Autres emprunts et dettes assimilées					
Intérêts courus et concours bancaires	1 185	1 185			
<b>Dettes financières</b>	<b>914 803</b>	<b>212 318</b>	<b>702 485</b>	<b>0</b>	
Dettes fournisseurs	307 131	307 131			
Dettes personnel et organismes sociaux	89 831	89 831			
Dettes Etat et autres collectivités publiques	6 787	6 787			
Autres dettes	22 881	22 881			
<b>Autres dettes</b>	<b>426 630</b>	<b>426 630</b>			
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>1 341 434</b>	<b>638 948</b>	<b>702 485</b>	<b>0</b>	

Tableau n°5 - Valeurs mobilières de placement

	Valeur comptable	Valeur de marché	+/- value latente
VMP n°1 (à préciser)			
VMP n°2			
VMP n°3			
VMP n°4			
VMP n°5			
VMP n°6			
VMP n°7			
VMP n°8			
VMP n°9			
VMP n°10			

Les éventuelles dépréciations des VMP sont constatées au tableau n°3



Tableau n°6 - Variation des fonds propres

	Début d'ex.	Affect. résultat	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
<b>Fonds propres statutaires</b>					
Fonds propres complémentaires	5 864 151				5 864 151
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>5 864 151</b>				<b>5 864 151</b>
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projets					
Autres					
<b>Réserves</b>					
Report à nouveau	5 636 759	-23 847			5 612 912
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>-23 847</b>	<b>23 847</b>	<b>51 620</b>		<b>51 620</b>
<b>SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)</b>	<b>11 477 064</b>		<b>51 620</b>		<b>11 528 683</b>
Subventions d'investissement	2 598 336		268 902	498 897	2 368 341
Provisions réglementées et autres fonds propres					
<b>= TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>14 075 400</b>		<b>320 522</b>	<b>498 897</b>	<b>13 897 024</b>

Tableau n°7 - Mouvements des subventions d'investissement

	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
<b>SUBV.</b>				
Subventions d'investissement Région	5 465 923	347 314	170 225	5 643 012
Subventions d'investissement Département	886 972	217 267	167 178	937 060
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	584 369	21 669	66 939	539 098
Autres subventions d'investissement	19 116	14 936		34 052
<b>Total subventions d'investissement</b>	<b>6 956 379</b>	<b>601 186</b>	<b>404 342</b>	<b>7 153 223</b>
<b>AMORT.</b>				
Subventions d'investissement Région virées au résultat	3 289 045	400 455		3 689 500
Subventions d'investissement Département virées au résultat	565 377	53 266		618 643
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements virée au résultat	488 318		30 755	457 563
Autres subventions d'investissement virées au résultat	15 304	3 872		19 176
<b>Total subventions d'investissement virées au résultat</b>	<b>4 358 043</b>	<b>457 593</b>	<b>30 755</b>	<b>4 784 881</b>

Tableau n°7 bis - Retraitement des subventions d'investissement

	A l'ouverture	Impact changement méthode ANC 2018-05	
	Montant nominal global (cptes 1026 et 1036)	Montant nominal global (cptes 131)	Quotes-parts antérieures reconstituées (cptes 110 et 130)
			Montant restant à virer au résultat (cptes 131-139)
Subv. d'invest. affectées à des biens renouvelables			

Tableau n°8 - Mouvements des provisions

	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
<b>PROV.</b>				
Provisions pour risques				
Provisions pour pensions et obligations similaires	157 786		8 257	149 529
Autres provisions pour charges				
<b>Total</b>	<b>157 786</b>		<b>8 257</b>	<b>149 529</b>
<b>DOT.</b>				
Dotations/reprises d'exploitation			8 257	
Dotations/reprises financières				
Dotations/reprises exceptionnelles				

**HBS Conseils**

Société d'Expertise Comptable  
et de Commissariat Aux Comptes  
"Le Marygold"

3, rue Pître Chevalier - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 90 89 00 - Fax 02 98 90 89 13



Tableau n°9 - Mouvements des Fonds dédiés	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations: reports	Diminutions: utilisations en cours d'exercice	Fonds restant à utiliser à la clôture	Dont projets sans dépense depuis 2 ans ou plus
Subventions d'exploit.						
Contrib. financières						
Legs/donations						
<b>TOTAL</b>						

Tableau n°10 - Détail des concours publics et subventions	2021/2022	2022/2023
<b>Aides à l'emploi et au développement des compétences</b>	<b>10 150</b>	<b>21 797</b>
<b>Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales en LETP</b>	<b>86 070</b>	
<b>Financement des formations par apprentissage</b>		
Forfait d'externat Etat	575 639	576 165
Forfait d'externat Région	451 098	467 315
Forfait d'externat Département	225 178	260 056
Forfait d'externat Communes et groupements de communes	105 580	117 350
<b>Forfaits d'externat</b>	<b>1 357 494</b>	<b>1 420 886</b>
<b>Concours publics affectés à la formation professionnelle continue</b>		
<b>Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole</b>		
<b>Autres concours publics</b>		
Sous-total concours publics	1 453 714	1 442 683
Subventions Etat	4 049	2 387
Subventions Région	34 809	11 349
Subventions Département	6 164	6 244
Subventions Communes et groupements de communes	19 697	27 233
Subventions issues de programmes de l'Union Européenne	25 987	31 855
Autres subventions d'exploitation	61 783	347 458
Reports de subventions		
<b>Sous-total subventions d'exploitation</b>	<b>152 490</b>	<b>426 525</b>
<b>TOTAL CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>1 606 204</b>	<b>1 869 208</b>

Tableau n°11 - Engagements pris en matière de crédit-bail	Redevances payées
	2022/2023 Cumulées
Immobilier	
Matériels et équipements	
Autres immobilisations	
<b>TOTAL</b>	

	Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	≤ 1 an	> 1an et ≤ 5ans	> 5 ans	Cumulées
Immobilier				
Matériels et équipements				
Autres immobilisations				
<b>TOTAL</b>				

Comparaison de coûts si acquisition en plein propriété	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements	Valeur nette
		2022/2023 Cumulées	
Immobilier			
Matériels et équipements			
Autres immobilisations			
<b>TOTAL</b>			